

Service public en question

La droite repart en guerre contre la redevance radio-TV

Emilien Ghidoni

Réunis à Berne, le PLR et l'UDC ont lancé leur initiative «200 francs, c'est assez!» qui vise à réduire la taxe des ménages.

Réactions.

«Nous voulons plus de marché et moins d'État dans le domaine médiatique.» Le ton est donné par Marco Chiesa, président de l'UDC Suisse et membre du comité d'initiative. Après la votation sur «No Billag», la Société suisse de radio-diffusion et télévision (SSR) est à nouveau dans le viseur de la droite ce mardi 1^{er} mars.

Avec son initiative «200 francs, c'est assez!» le comité souhaite réduire la redevance de chaque ménage à 200 francs par an et supprimer cette taxe pour les entreprises. Déjà victorieux contre la loi sur l'aide aux médias le 13 février dernier, le camp bourgeois a le vent en poupe et semble vouloir en profiter.

Pour rappel, la redevance médias est payée par chaque foyer en Suisse ainsi que par certaines entreprises. Elle finance les médias publics et soutient les radios locales privées.

L'ex-conseillère fédérale Doris Leuthard avait déjà dû voler à son secours en 2017, face à l'initiative «No Billag», qui prévoyait de la supprimer. Pour éviter que les

médias publics ne se retrouvent sans le sou, l'ancienne cheffe de l'Office fédéral de la communication avait lâché du lest. La redevance des ménages était passée de 451 à 365 francs par année. Le coup marketing avait fonctionné: l'initiative «No Billag» a été refusée par 71,6% des Suisses. Aujourd'hui, ils paient 335 francs par an pour avoir accès aux services radio et TV de la SSR.

600 millions de moins

C'est encore trop selon Thomas Matter (UDC/ZH). En abaissant la contribution, le conseiller national estime que leur initiative permettra aux ménages de disposer de plus d'argent. Matthias Müller, le président des Jeunes libéraux-radicaux suisses, renchérit en s'adressant à sa génération: «Nous les jeunes, nous sommes contraints de payer une offre que nous n'utilisons guère. C'est injuste car de nombreuses jeunes personnes ne roulent pas sur l'or.» Si l'initiative est acceptée

«Ce serait supprimer une énorme partie des moyens du service public.»

Marianne Maret, conseillère aux États (Centre/VS)

«Tous les citoyens profitent de cette initiative.»

Thomas Matter, conseiller national (UDC/ZH)

par le peuple, le comité estime que la SSR touchera 700 millions de francs au lieu d'environ 1,3 milliard en 2021.

Autre volet important du projet: la suppression de la redevance pour les entreprises suisses. Aujourd'hui, celles-ci paient une facture plus ou moins salée selon leur chiffre d'affaires. Une injustice aux yeux de Hans Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers: «Pourquoi les entreprises devraient-elles payer une soi-disant redevance pour une prestation qu'elles ne peuvent même pas consommer? Les entrepreneurs et les employés paient déjà l'impôt en tant que particuliers.»

«Beaucoup trop extrême»

Pour ne pas pénaliser les minorités linguistiques, l'initiative prévoit aussi un mécanisme de péréquation qui permettrait par exemple aux télévisions et radios italophones de conserver le même niveau de financement.

Selon Marianne Maret (Centre/VS), les propositions du comité ne sont pas acceptables: «C'est beaucoup trop extrême, affirme-t-elle. Passer de 335 francs à 200, ce serait supprimer une énorme partie des moyens à disposition du service public.» La conseillère aux États n'est toutefois pas contre l'idée de réduire la redevance. Elle estime cependant que cette baisse devrait être plus rationnelle: «On doit analyser les

chiffres de façon froide, pour mieux questionner cette redevance.»

La Valaisanne comprend toutefois certains arguments avancés par le comité. Elle estime par exemple que faire passer les entreprises à la caisse est «désuet» et soutiendrait une éventuelle motion visant à supprimer cette obligation.

Un rôle à repenser

Le ton est plus ferme à gauche, où l'on refuse catégoriquement une réduction de la redevance. «Je suis contre cette initiative purement idéologique, s'exclame Valérie Piller Carrard (PS/FR). Alors que l'on

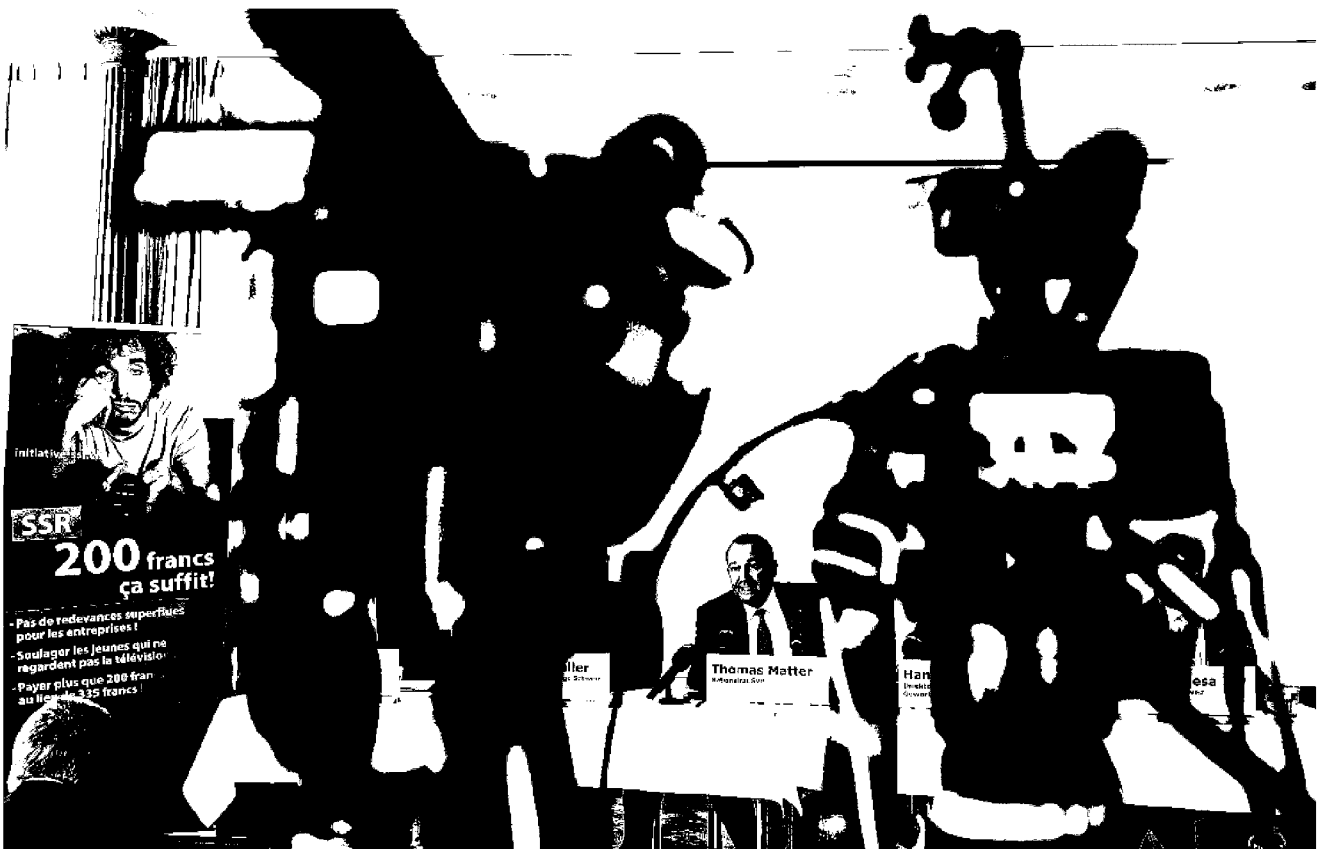
vit une période de pandémie et de guerre, elle arrive au pire moment.»

La conseillère nationale rappelle que le peuple a déjà refusé le projet «No Billag»: «Avec cette initiative, on revient par la petite porte pour attaquer le service public. Face aux *fake news*, nous avons besoin de médias publics offrant une information de qualité.» Que pense-t-elle d'une suppression de la redevance pour les entreprises? «Elles profitent d'une bonne stabilité politique, en partie grâce au travail des médias. Je ne vois pas pourquoi elles ne paieraient pas.»

La socialiste dit *niet* à la réduc-

tion de la redevance, mais admet que le rôle de la SSR doit être renouvelé: «On pourrait par exemple envisager de l'autoriser à diffuser de la publicité sur ses canaux en ligne, ce qu'elle ne peut pas faire pour l'instant.»

Le comité d'initiative commencera bientôt la récolte de signatures. Réussira-t-il cette fois à convaincre le peuple de réduire le financement de la SSR? «Nous sommes convaincus que nous nous battons pour une cause bonne. Tous les citoyens de notre pays profitent de cette initiative», assure Thomas Matter.



Thomas Matter (UDC/ZH) estime que réduire la redevance «garantira une concurrence loyale entre une institution quasi monopolistique et les producteurs privés». KEYSTONE/ANTHONY ANEX